

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **442** (2836)

du 2 au 8 mars 2017
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5 508
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

POI

À l'approche de la présidentielle «La France, paysage dévasté»

(Le Figaro, 27 février 2017)



La ministre Touraine face à la grève et à la manifestation le 7 mars

pages 2, 3 et 4



5 au 8
octobre
2017
ALGER

Entente internationale des travailleurs et des peuples

9^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation

Confirmant l'appel qu'elle a lancé, le 29 mai 2016, à la tenue d'une conférence mondiale ouverte (CMO) contre la guerre et l'exploitation dans le courant de l'année 2017, et la résolution du 3 septembre 2016, qui en a précisé le cadre, la coordination de l'EIT s'adresse aux organisations et militants se réclamant du mouvement ouvrier et anti-impérialiste.

La coordination de l'EIT lance un appel pour la tenue de la 9^e CMO, qui aura lieu du 5 au 8 octobre 2017, à Alger.

eit.ilc@fr.oleane.com

MEXIQUE

La parole à : **Antonio Jimenez Reyes**, membre du comité exécutif de la section 12 du Syndicat national des travailleurs de l'enseignement (SNTE) et **Ignacio Gastelum Ruiz**, qui a pris une part très active dans la lutte contre le coup de force sur les carburants et pour la défense de la retraite des professeurs (État de Basse-Californie).

page 10

GUADELOUPE



Pour l'abandon de la procédure judiciaire contre **Élie Domota**, secrétaire général de l'UGTG !

page 12

Chaque semaine, lisez **Informations ouvrières**



Photo AFP

En 2014, Touraine et Hamon, tous les deux ministres, étaient côte à côte sur les bancs du gouvernement à l'Assemblée nationale. « On dit que je me montre critique à l'égard du bilan de ce quinquennat. Ce n'est pas le cas sur la santé », déclare Hamon le 21 février 2017.

La ministre de la Santé face aux manifestants du 7 mars

A vingt-quatre heures d'intervalle, deux faits : – le 21 février, Fillon, Macron et Hamon sont passés à un « grand oral des candidats » sur la santé, organisé par la Mutualité française (*lire page 5*) ;

– le 22 février, l'agence officielle Santé publique France a confirmé ce qui était déjà connu au sujet de l'épidémie de grippe : « Le nombre de décès en excès est estimé à 19 400. La très grande majorité de ces décès est liée à la grippe. » Il s'agit essentiellement de personnes âgées de 65 ans et plus (*lire page 3*). Et nul ne conteste, mis à part la ministre Marisol Touraine et son gouvernement, que cette surmortalité est due principalement aux milliers de suppressions de lits intervenues ces dernières années.

LE BILAN DU QUINQUENNAT

Les candidats en ont-ils parlé quand ils ont présenté leur programme santé ? Non ! pas un mot ! Mais alors, qu'ont-ils proposé ? Fillon, Macron ont bien évidemment proposé de poursuivre cette politique et d'accélérer encore les coupes. Quant à Benoît Hamon, une formule résume son programme pour la santé : « On dit que je me montre critique à l'égard du bilan de ce quinquennat. Ce n'est pas le cas sur la santé », déclare-t-il le 21 février.

Le bilan du quinquennat sur la santé ? Ce sont des milliers de lits fermés ces trois dernières années pour permettre les 3 milliards d'économies décidés par la ministre Touraine. Et c'est la loi de la ministre rendant obligatoires les groupements hospitaliers de territoire (GHT) pour passer de 815 hôpitaux à 135 GHT. Et c'est pour l'abrogation de cette loi que les fédérations

syndicales de la santé CGT, FO et SUD appellent à la grève et à manifester le 7 mars, rejointes par des appels communs convergents dans le reste de la fonction publique, la Sécurité sociale, EDF, Pôle emploi, etc.

AU NOM DE « L'UNITÉ DE LA GAUCHE »

Au même moment se déploie une vaste opération politique visant, sous couvert d'une campagne pour « l'unité de la gauche », à installer Hamon comme candidat unique, relancée après l'annonce du retrait, en faveur de Hamon, du candidat écologiste Yannick Jadot. C'est une opération visant au sauvetage du PS et des institutions de la V^e République.

« Des convergences sont possibles », déclare à *L'Humanité* un porte-parole du PCF sur les questions de santé, alors que Hamon, sur cette question de la santé, venait de se revendiquer ouvertement du quinquennat de Hollande. « Ce qui différencie les sensibilités de gauche n'est pas rédhibitoire », dit encore l'ancienne ministre Christiane Taubira, selon laquelle « Benoît Hamon porte des idées et une parole de gauche » (*Le Monde*, 23 février). Qu'importe si, de la taxe sur les robots au revenu universel, Hamon puise en fait son projet dans les boîtes à idées du groupe PS au Parlement européen et de milliardaires américains de la « nouvelle économie » (*lire page 4*) !

« TELLEMENT DE CHOSES COMMUNES », SELON LE PCF

Le 23 février, les initiateurs de plusieurs appels en faveur de cette candidature unique ont décidé d'organiser, du 3 au 5 mars, une mobilisation multiforme pour « pouvoir faire converger les candidats », comme le dit Marie-Pierre Vieu,

membre de la direction du PCF, partie prenante de cette initiative. Le journal *Libération* et les organes de presse Mediapart et Regards ont lancé un appel commun dans le même sens.

Mélenchon, le 24 février au soir, rencontre Hamon et exclut de se désister. Il déclare à *Ouest-France*, le 27 février : « Si (Hamon) veut recoller les morceaux du PS, il se coupera de ceux qui veulent purger le bilan du quinquennat. »

Mais le PCF, qui soutient théoriquement Mélenchon, ne désarme pas. Son secrétaire national, Pierre Laurent, déclare à *L'Humanité* (27 février) : « La porte des discussions est toujours ouverte pour un pacte de majorité. »

« Je veux faire la démonstration qu'il y a entre ces forces de gauche (...) tellement de choses communes », lance-t-il encore sur France 2, le 28 février, ajoutant : « Je crois que si nous laissons Marine Le Pen arriver à l'Élysée, eh bien nous entrerons dans une logique brutale, une logique de guerre. »

Bref, le choix serait : Hamon ou le chaos !

QUELLE ISSUE ?

Comme le conclut la déclaration du bureau national du Parti ouvrier indépendant : « Quel que soit, dans cette situation, le vote qu'émettra chacun, qu'il s'abstienne ou bien qu'il vote pour tel ou tel candidat prétendant se dresser contre la droite et l'extrême droite, il saura que l'issue politique ne dépendra pas de cette élection, mais de la capacité de la classe ouvrière à se rassembler sur son propre plan. »

Malgré les tentatives de déstabilisation, les militants et les travailleurs ne se diviseront pas et s'attacheront à renforcer l'unité qui a été la leur pendant les cinq mois de combat contre la loi El Khomri. »

Cet article a été rédigé à partir de documents remis par le comité départemental de Paris du POI.

Comment se traduit à Paris l'unité entre Hamon et la ministre Touraine ?

(Extrait d'un tract du comité départemental de Paris du POI)

Comment se traduit à Paris l'unité entre Hamon et la ministre Touraine ?

– Par « une décision conjointe de l'État, de la Mairie de Paris et de l'AP-HP » (selon la formule de l'adjoint à la santé de Mme Hidalgo, l'écologiste Bernard Jomier), la ministre Touraine a lancé l'opération du Grand Hôpital Nord qui doit fusionner les sites de Bichat et de Beaujon. Le résultat de cette opération ? L'offre de lits passerait de 1 400 lits à 816 lits.

– Et il y a l'opération dite « île de la Cité » qui vise à parachever le démantèlement de l'Hôtel-Dieu (...).

Et c'est ce que M. Hamon appelle le « bilan positif » du quinquennat ?

Et on nous parle de « l'unité de la gauche à l'élection présidentielle » ? Une campagne est en cours, venant notamment des élus du PCF, pour une candidature unique à gauche. C'est-à-dire une campagne pour requinquer le quinquennat.

Pas étonnant, venant des élus PCF qui, à Paris, sont dans la majorité municipale où ils ont voté, quels que soient leurs désaccords par ailleurs, le budget municipal qui constitue l'acte majeur d'une majorité municipale.

Mais c'est précisément pour exiger l'abrogation de ce que Benoît Hamon considère comme un point positif du quinquennat, la loi Touraine, que les hospitaliers seront massivement en grève et en manifestation le 7 mars. ■

INFORMATIONS SYNDICALES

Le 7 mars, avec les hospitaliers, de nombreux autres secteurs seront en grève dans tout le pays

Initié par les fédérations CGT, FO et SUD des agents hospitaliers, l'appel à la grève du 7 mars a été rejoint par de nombreux secteurs, à la Sécurité sociale, dans la fonction publique et dans le secteur public. Cet avertissement au gouvernement, et au suivant, a également reçu l'appui de nombreuses instances syndicales interprofessionnelles (unions locales, départementales ou régionales).

Les fédérations de fonctionnaires CGT, FO, Solidaires et FA-FP des trois versants de la fonction publique

« Le 7 mars 2017 : défendons le service public »

Les fédérations de fonctionnaires CGT, FO, Solidaires et FA-FP, réunies le 9 février 2017, soutiennent pleinement toutes les initiatives prises par les différents secteurs de la fonction publique, sous forme de mobilisations, actions et grèves le 7 mars 2017.

Initiée par le secteur de la santé, cette journée est l'occasion de porter nos revendications en matière de défense du service public hospitalier et de la Sécurité sociale. Asphyxié par les déremboursements, les dérégulations, les suppressions de postes et les réorganisations permanentes, auxquels s'ajoutent les regroupements d'hôpitaux (GHT), imposés par la loi Touraine, le secteur de la santé est en péril en termes d'égalité d'accès aux soins.

Le 7 mars est également une journée de grève et d'actions dans la fonction publique territoriale. La réforme territoriale et ses conséquences, fusion de communes, de conseils régionaux, création de métropoles entraînent des mobilités forcées et des inquiétudes grandissantes chez les agents et dégradent le service public !

La fonction publique de l'État n'est pas épargnée et subit les mêmes contraintes. C'est pourquoi certains secteurs ministériels sont déjà mobilisés dans la journée de grève du 7 mars.

Au-delà des revendications propres aux secteurs de la santé et de la territoriale, de nombreuses revendications communes aux trois versants de la fonction publique seront portées ce 7 mars 2017 :

- augmentation de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes subies depuis des années ;
- refonte des carrières pour redonner de l'attractivité à l'emploi public ;
- arrêt des suppressions de postes et des restructurations permanentes, notamment en raison de la réforme territoriale ;
- défense du statut général, des statuts particuliers et des cadres d'emploi.

Nos fédérations ont décidé de se revoir pour faire un point sur l'évolution et l'organisation de cette journée. Elles partagent les revendications des syndicats et fédérations qui ont appelé à la grève et aux manifestations.

Fait à Paris,
le 13 février 2017

Les fédérations CGT, FO et SUD de la Sécurité sociale

Tous unis pour la défense de la Sécurité sociale et de l'hôpital public !

Le 7 mars, les fédérations FO, CGT et SUD de la santé appellent dans l'unité à la grève et à une manifestation nationale chez Touraine pour la défense de l'hôpital public.

En pleine épidémie prévisible de grippe, les médecins et les personnels hospitaliers ont lancé un cri d'alarme sur la situation catastrophique au sein de l'hôpital et des urgences, mettant au grand jour les responsabilités gouvernementales.

Ce sont les mesures d'économie contenues dans les différentes lois de financement de la Sécurité sociale qui, année après année, en supprimant des lits et des personnels hospitaliers, en fermant des établissements hospitaliers, en limitant le nombre de médecins ont mis et mettent en danger la santé de la population.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets dans nos organismes de Sécurité sociale. En dix ans, ce sont plus de 20 000 suppressions de postes qui engendrent une véritable dégradation des conditions de travail et du service rendu aux assurés sociaux et allocataires.

Ainsi, les fermetures de centres, la fin de l'accueil spontané, le retard dans le traitement des dossiers conduisent à un éloignement grandissant de la population.

La loi de financement de la Sécurité sociale de 2017 du gouvernement va encore aggraver la situation dans les hôpitaux et détériorer encore un peu plus celle de la Sécurité sociale.

À la Sécurité sociale, ce sont des milliers de suppressions de postes supplémentaires qui sont programmées. Les caisses nationales voudraient généraliser les réorganisations-fusions-mutualisations au détriment des fondements de la Sécurité sociale. Dans le même temps, le Comex/Ucanss refuse d'inscrire dans la négociation le protocole d'accord sur les garanties conventionnelles.

Ce sont des attaques sans précédent contre ce qui a été arraché en 1945. Les conséquences, les employés et cadres les vivent tous les jours.

Le 7 mars, les fédérations CGT, FO et SUD de la Sécurité sociale appellent à la grève pour :

- une réelle augmentation de nos salaires ;
- le maintien de nos emplois et des embauches en CDI ;
- l'amélioration de nos conditions de travail ;
- la défense de notre convention collective nationale ;
- le maintien des garanties conventionnelles ;
- la défense de la Sécurité sociale et de l'hôpital public ;
- la défense du droit à se soigner.

LE 7 MARS, TOUS EN GRÈVE

L'épidémie de grippe a été meurtrière

Selon des chiffres publiés mercredi 22 février, l'épidémie de grippe a contribué à une surmortalité record cet hiver, en particulier chez les personnes âgées, avec un bilan d'ores et déjà plus lourd que lors de la dernière grande épidémie, il y a deux ans.

Durant « les neuf premières semaines d'épidémie grippale », de début décembre à début février, « le nombre de décès en excès toutes causes confondues est (...) estimé à 19 400 », a indiqué l'agence Santé publique France dans son bulletin hebdomadaire. Cette hausse de la mortalité « concerne quasi exclusivement les personnes

âgées de 65 ans ou plus », a précisé l'agence sanitaire. « La très grande majorité de ces décès sont liés à la grippe », directement ou indirectement, a estimé un responsable interrogé par l'AFP.

D'après les derniers chiffres du ministère de la Santé, 57 000 lits hospitaliers ont été fermés en onze ans par les gouvernements successifs, entre 2003 et 2014.

C'est ce qui explique pourquoi une simple épidémie de grippe a entraîné un chaos, cet hiver, dans de nombreux hôpitaux.

Cette réalité a été contestée par la ministre Marisol Touraine (qui a même prétendu avoir créé des milliers de lits sous le quinquennat !), alors

qu'elle a dû, dans la précipitation, ordonner des réouvertures temporaires de lits d'hospitalisation, des déprogrammations d'opérations « non urgentes ».

Cette surmortalité est qualifiée de « drame majeur » par l'AD-PA, association de directeurs de maisons de retraite et de services à domicile, qui souligne que le bilan est plus lourd que les 15 000 morts excédentaires dénombrés pendant la canicule de l'été 2003.

Lors de l'hiver 2014-2015, Santé publique France avait relevé une « surmortalité » de 18 300 décès, là encore en large partie attribuable à la grippe.

Y. L. ■

ÉDITORIAL

À 52 jours de la présidentielle : grenouillages

Claude Brochard,
membre du bureau national du POI

Le pays est plongé dans une ample crise : sociale, politique avec la décomposition des partis. Le ravage guerrier alarme aux quatre coins de la planète.

Les forces dominantes cherchent à étendre le libre-échange pour exploiter plus. Or les populations disent stop à l'esclavagisme de la mondialisation : le Brexit, Renzi, Hollande.

Notre peuple a de vieilles traditions républicaines. Les citoyens, critiques du système, ont envie de vrais débats, pas de la précarité infinie du revenu universel. Les discours sont reçus comme du verbiage.

Dans la démocratie représentative, on élit des experts de la décision (les élus) avec crainte qu'ils rompent le contrat. La parole non tenue devient un blâme du mandaté, désarroi subi depuis des décennies.

En ces jours anniversaires de la Commune de Paris, un divorce entre délégués et un peuple las des mensonges et scandales. En haut : désintégration et peur. En bas : courroux et refus. Comment les Français s'y retrouveraient-ils ?

La primaire à droite ne fut que chiffrage du nombre de fonctionnaires à rayer et destruction de la Sécu.

À « gauche », la primaire réussie (ne riez pas) fut éloignée de la vie des gens. Valls viré : voilà l'effet d'un quinquennat honteux, de la loi El Khomri et des 49.3.

C'est une campagne à part. Le K.O. de la « gauche » comble la droite derrière le bien élevé saint François de la Sarthe. Loupé. Aimant incognito argent et luxe, son destin n'est pas tracé, sinon selon ce slogan éclairant : on lèche, on lâche, on lynche.

Les profiteurs ne posent pas leurs œufs dans un seul panier. Bref, les élites sont atteintes d'un mal contagieux : la macronite. On en cause au bistrot, au salon.

Le décomplexé Macron, scolarisé au lycée catholique La Providence (nom prédestiné), est le fils de Hollande et de Giscard.

Vague décisive, dit-on. La droite juge que cette fièvre finira si elle le range à gauche. Cet envoûteur, ce Tintin boy-scout, vole des soutiens au PS : Collomb, Kouchner ; peut-être Ayrault, Le Drian, Royal, Hulot ? Les fuites enfleront-elles ? Solférino s'agitait-il ? Le peuvent-ils encore ?

On songe à une auberge espagnole : patriote mais fan du Ceta, jeune mais idole des « vieux », libéral mais social (?), non socialiste mais progressiste, religieux mais laïque.

Ce recyclé de la finance cajole à droite (Borloo, de Villepin ?). Logique que Bayrou se rallie. Ils sont pro-UE et mondialisation.

L'énarque remplit les salles, veut être aimé, semble réussir les tests du présidentiable : la maîtrise des dossiers, l'agilité oratoire, malgré des dérapages (calculés ?).

Son talent est d'être antisystème au cœur du système, aidé par BFM, Cohn-Bendit, Parisot, Arnault de LVMH. Il fait du neuf dans l'ancien, en voulant supprimer les départements.

Il peut également se prévaloir de sa virginité politique : avec Hamon, il est le seul « bleu ». L'héritière de Saint-Cloud Le Pen et Mélenchon furent déjà candidats. Puis voyez l'hécatombe : Juppé, Montebourg, Hollande, Sarkozy, Dufflot, Valls, Bayrou...

Le vote, moyen d'expression, reste le reflet déformé du réel. Il n'y a pas de répit face à tout pouvoir à la botte du capital. Quoi qu'il advienne, le gagnant n'a pas de base pour défier les salariés, infliger ses réformes.

La classe ouvrière défend ses intérêts, en dépit d'une fausse trêve électorale. Seul le rapport de force pèsera. Dans ce cadre, le 7 mars écrira une étape.

C'est bien le sens de la conférence nationale du 25 mars. Des délégués des comités de liaison et d'échanges construiront ensemble les voies et les moyens d'une issue politique.

Chaque semaine, lisez, diffusez *Informations ouvrières*

CHRONIQUE

POLITIQUE

Onde de choc

Marie Stagliano

Selon les derniers sondages, Marine Le Pen et Emmanuel Macron se détacheraient en tête des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle, avec respectivement 27 % et 25 % des voix. Le candidat des Républicains est largement distancé avec 20 % (en baisse de deux points) et le candidat du PS arrive loin derrière, avec 14 % (en baisse d'un point), ce qui signifie, pour eux, l'élimination pure et simple au premier tour. Mais tout est incertain et peut se modifier à tout instant. Une situation néanmoins inédite. Car ceci laisse présager un second tour sans aucun candidat des partis qui depuis des décennies se sont succédé au pouvoir, assurant la stabilité des institutions de la V^e République. Après l'éviction de Nicolas Sarkozy, de Manuel Valls et le renoncement de François Hollande, cette situation est la conséquence directe du profond rejet par la masse de la population, exprimé en particulier lors de la mobilisation pour le retrait de la loi El Khomri. Une campagne présidentielle « la plus étrange que le pays ait connue depuis 1958 » qui « dépasse l'entendement », commente *Le Figaro* (27 février), la France, « un paysage dévasté ». Le tout sur un fond de décomposition générale et d'affaires dans lesquelles sont englués plusieurs candidats. Les choses se sont accélérées à la fin de la semaine dernière, pour François Fillon. Le parquet national financier (créé après l'affaire Cahuzac) a décidé d'ouvrir une instruction judiciaire. Les trois juges d'instruction à qui l'enquête a été confiée peuvent désormais convoquer à tout moment le candidat LR pour une éventuelle mise en examen.

Le FN, lui, se retrouve éclaboussé par plusieurs affaires, celle des emplois fictifs des assistants des députés FN au Parlement européen et la mise en examen d'un proche de Marine Le Pen pour « abus de biens sociaux » dans l'enquête sur le financement des campagnes électorales du parti d'extrême droite.

« De quelle présidence le pays héritera-t-il le 7 mai ? » s'alarme le journal patronal *Les Échos* (22 février), qui pose une question « à tous les gagnants potentiels de cette campagne si particulière » : « Dans une France politiquement fracturée, qui compte cinq candidats susceptibles de dépasser les 10 % et qui pourrait donner la victoire à un candidat n'ayant obtenu que 20 % des voix au premier tour, de quelle légitimité le futur président disposerait-il pour mener les réformes forcément impopulaires ? »

L'effroi. Dans leur esprit, de manière sans cesse plus angoissée, il y a l'onde de choc qui, sur le terrain de la lutte de classe, a vu se dresser des millions des mois durant contre la loi El Khomri.

La boîte à idées de Hamon : le Parlement européen et les milliardaires de la Silicon Valley

Au lendemain de la désignation de Benoît Hamon lors de la primaire du PS, nombre de commentateurs ont attribué son succès à « l'originalité » de son programme, qu'il s'agisse du revenu universel ou de la taxe sur les robots. « Benoît Hamon porte des idées et une parole de gauche, un engagement et une volonté de gauche. Il produit des idées qui bousculent », a encore déclaré l'ancienne ministre Christiane Taubira, favorable à ce que tous les autres can-

didats de gauche se rallient à son ancien collègue au gouvernement Hollande. Des « idées qui bousculent », surtout, toute la protection sociale collective conquise en 1945 et son financement par le salaire différé. On ne sera donc pas trop surpris d'apprendre, dans la revue de presse suivante, que Hamon n'a rien inventé et qu'il a en réalité trouvé ses idées au Parlement européen et dans les initiatives de milliardaires américains.



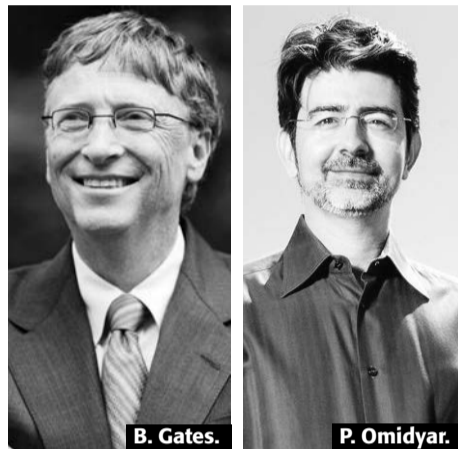
M. Delvaux. ⚡

Le revenu universel : un rapport du Parlement européen a « inspiré » Benoît Hamon

(Lesechos.fr, 20 février)

« Benoît Hamon a confié s'être inspiré du travail de l'eurodéputée socialiste luxembourgeoise Mady Delvaux. Cette dernière a planché sur un projet de rapport sur les règles juridiques concernant la robotique examiné au Parlement européen la semaine dernière. Un texte préconisant entre autres l'instauration d'une taxe robot et d'un revenu universel.

« Si jamais le scénario « perte d'emplois » se réalise, alors ça remettra en question notre système de Sécurité sociale, les taxations, le financement... Pour le moment, notre système social repose quand même sur l'emploi, sur la taxation du travail et donc il faudra réfléchir à des modèles alternatifs », avait déclaré Mady Delvaux à *Libération* en janvier. Son rapport a été adopté en plénière par le Parlement européen le 16 février à une exception près : les eurodéputés ont rejeté l'idée de la « taxe robot », pour ne pas nuire à l'industrie. Le texte doit désormais passer par la Commission européenne qui devra donner son avis. »



B. Gates.

P. Omidyar. ⚡

« Benoît Hamon et Bill Gates, même combat ! »

(Le Parisien, 20 février)

« Benoît Hamon et Bill Gates (fondateur de Microsoft et homme le plus riche de la planète, NDLR), même combat ! Dans une interview au magazine américain *Quartz*, l'ex-patron de Microsoft défend une proposition très proche de celle du candidat du Parti socialiste à la présidentielle. Bill Gates se dit favorable à une taxe sur la richesse produite par les robots. Cette taxe doit compenser la perte de revenu fiscal qu'apporterait l'emploi occupé par un être humain. (...) En France, le programme de Benoît Hamon (PS) compte une proposition très semblable. Il entend « prélever des cotisations sur les robots qui remplacent les emplois peu qualifiés dans le cadre de la révolution numérique ». Cela afin de contribuer au financement du « revenu universel d'existence ». »

« Le fondateur d'Ebey investit dans un revenu universel au Kenya »

(Le Figaro, 10 février)

« L'idée de revenu universel séduit des figures notoires de la Silicon Valley. Pierre Omidyar, fondateur d'Ebey et cinquante-quatrième fortune mondiale, est l'une des dernières à lui avoir apporté son soutien. Sa fondation Omidyar Networks vient d'investir 493 000 dollars dans un projet de revenu universel prochainement expérimenté au Kenya et piloté par Givedirectly (...). Parmi les bénéficiaires du projet, 6 000 Kenyans recevront 0,75 dollar mensuel pendant 12 ans, soit la moitié du revenu moyen d'un adulte dans les zones rurales du pays. Cette somme est en-dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour en 2015 par la Banque mondiale (...).

Depuis quelques années, l'opulente Silicon Valley se fascine pour le revenu universel. L'ambition d'accorder à chacun une somme de base découle notamment de l'idée que les machines vont finir par remplacer de nombreux travailleurs ou alléger le temps de travail. « Le revenu universel a le potentiel de nous redonner la liberté de choisir notre travail et notre vie », plaident les partisans de l'Economic Security Project, un groupe de réflexion sur le revenu universel financé à hauteur de 10 millions de dollars par des P-DG et des *business angels* californiens (...). L'instauration du revenu universel a aussi des ambitions lucratives pour ses investisseurs. Les cofondateurs de Givedirectly, Michael Faye et Paul Niehaus, se trouvent être aussi chefs d'une entreprise de transfert d'argent, Segovia Technology. »

Macron : « Respecter nos engagements européens »

Emmanuel Macron s'apprête à rendre public son programme présidentiel. À vrai dire, ce programme est déjà concentré dans le bilan de cet ancien banquier, ancien ministre de Hollande, auteur d'une loi de déréglementation économique et sociale adoptée à coups de 49.3, en 2015. La fameuse loi Macron avait suscité l'opposition farouche de la CGT et de FO, dans des manifestations qui ont préfiguré celles qui eurent lieu, quelques mois plus tard, contre la loi El Khomri. Macron a déjà dit l'essentiel au journal financier *Les Échos* (24 février). Farouchement pro-Union européenne, Macron y affirme sa volonté de « respecter nos engagements européens, en restant dans l'épure des 3 % de déficits », « la France (devant) faire des réformes structurelles »

pour « rassurer nos partenaires allemands ».

Il prévoit 60 milliards de coupes, dont 25 milliards dans la Sécurité sociale, 10 milliards dans les prestations de l'assurance chômage, 10 milliards dans les dotations aux collectivités locales, 25 milliards dans les administrations, incluant la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Les patrons bénéficieraient, dans ce programme, de dizaines de milliards d'exonérations sociales et fiscales supplémentaires. Quant au Code du travail, suivant à la lettre les demandes du Medef, Hamon déclare : « Les entreprises et les branches pourront y déroger par accord. Il faut assumer davantage de flexibilité, je n'ai pas peur du mot, pour adapter notre droit du travail aux mutations en cours. »

Y. L. ■

De nouveaux ralliements à Emmanuel Macron...

C'est fait... François Bayrou, renonçant à sa propre candidature à la présidentielle, a fait une « offre d'alliance » à Emmanuel Macron. Oubliés, les propos régulièrement tenus à l'encontre du responsable du mouvement En Marche ! qualifié d'« hologramme » derrière lequel se cachent les ambitions des « très grands intérêts financiers ».

Le président du Modem a jugé qu'il y allait de l'intérêt du pays, car la France encourt « le pire des risques de flambée de l'extrême droite, qui fait planer la menace d'un danger immédiat pour notre pays et pour l'Europe ». Quelques jours plus tard, c'est au tour de Daniel Cohn-Bendit d'annoncer son vote pour Macron, car « qui peut aujourd'hui le mieux battre Marine Le Pen au second tour ? Si c'est François Fillon qui est au second tour,

la gauche ira très difficilement voter, si c'est Benoît Hamon, la droite n'ira pas voter, donc si vous voulez vraiment éviter Marine Le Pen, Emmanuel Macron au jour d'aujourd'hui est le mieux placé » analyse l'ancien eurodéputé écologiste.

Même raisonnement du côté du député PS de Paris, Christophe Caresche, qui reprochant à Benoît Hamon de « radicaliser » le PS, désapprouvant l'accord conclu avec l'écologiste Yannick Jadot, passe dans le camp de Macron. « Pour un homme de gauche, Emmanuel Macron est la seule solution permettant de contrer efficacement Marine Le Pen au second tour » a-t-il déclaré au *Journal du dimanche* le 26 février.

Une petite musique qui prépare le second tour... Et qui nous rappelle celle du second tour de la présidentielle de 2002, face à Jean-Marie Le Pen.

M. S. ■